

Acte d'engagement valant CCAP

Procédure adaptée restreinte - article 27 du Décret 2016-360 du 25 Mars 2016

Objet du marché :

Fourniture et installation d'un système de vidéo protection et contrat de maintenance associé

Maître d'Ouvrage :

Commune de LE PLESSIS BRION - 60150

AMO (phase procédure) :

ADTO - 36 avenue Salvador Allende - Bâtiment A - 60000 BEAUVAIS

Personne habilitée selon article 130 du Décret :

Monsieur le Maire

En cas de cession de créances ou de nantissement, une copie de l'original sera délivrée en unique exemplaire pour être remis à l'établissement de crédit dans les conditions de l'article 127 du Décret.

L'exemplaire unique pourra être remplacé au gré du Maître d'Ouvrage par le certificat de cessibilité.

Comptable assignataire :

Trésorerie Communale

Les cessions de créance doivent être notifiées ou les nantissements signifiés à l'organisme désigné ci-dessus.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE MORALE)	6
ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UN GROUPEMENT)	6
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES	8
2.1 Objet du marché	8
2.2 Décomposition en tranches/phases	8
2.3 Représentation des parties	8
2.4 Intervenants	9
2.5 Forme des notifications et informations au titulaire	9
2.6 Ordre de service	9
2.7 Réalisation de prestations similaires	9
ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	9
ARTICLE 4 - PRIX	10
4.1 Montant de l'offre	10
4.2 Contenu et nature des prix	11
4.3 Augmentation du montant des travaux	11
ARTICLE 5 - VARIATION DANS LES PRIX	11
5.1 Forme du prix	11
5.2 Index de variation	12
5.3 Actualisation/Révision provisoire	12
ARTICLE 6 - SOUS TRAITANCE	13
ARTICLE 7 - DUREE DU MARCHE ET RECONDUCTION	14
7.1 Durée du marché	14
7.2 Prolongation des délais d'exécution	14
7.3 Reconduction	15
7.4 Pénalités de retard	15
7.5 Autres pénalités	16
ARTICLE 8 - PROVENANCE, QUALITE, CONTRÔLE	16
8.1 Provenance des matériaux et produit	17
8.2 Mise à disposition de lieux d'emprunt	17
8.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	17
8.4 Prise en charge, manutention et conservation	17
ARTICLE 9 - IMPLANTATION DES OUVRAGES - LOCALISATION DES RESEAUX	17
9.1 Piquetage général	17
9.2 Travaux à proximité des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens	18
ARTICLE 10 - PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	21
10.1 Période de préparation	21
10.2 Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail	21

10.3 Lutte contre le travail dissimulé	21
10.4 Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers	22
10.5 Dispositions en matière de protection de l'environnement	22
10.6. Protection contre les nuisances et nettoyage du chantier	22
10.7 Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution	23
ARTICLE 11 - AVANCE	23
11.1 Conditions de garanties pour le versement de l'avance	24
11.2 Bénéficiaires de l'avance	24
11.3 Modalités de règlement de l'avance	24
11.4 Modalités de résorption de l'avance	24
ARTICLE 12 - CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE REGLEMENT	25
12.1 Demandes de paiement	25
12.2 Délais de règlement	26
12.3 Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct	26
12.4 Intérêts moratoires	26
12.5 Mode de règlement	27
ARTICLE 13 - RETENUE DE GARANTIE	28
13.1 Phase 1	28
13.2 Phase 2	29
ARTICLE 14 - RECEPTION -DELAJ DE GARANTIE - ADMISSION	29
14.1 Réception	29
14.2 Délais de garantie	29
14.3 Garanties particulières	29
14.4 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	30
14.5 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	30
ARTICLE 15 - DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION	30
15.1 Documents à fournir après exécution	30
15.2 Pénalités pour retard dans la remise des documents fournis après exécution	31
ARTICLE 16 - ASSURANCES	31
16.1. Assurance de responsabilité	31
16.2 Assurance des travaux	32
16.3 Disposition diverses	32
ARTICLE 17 - RESILIATION - MESURES COERCITIVES	32
17.1 Résiliation pour motif d'intérêt général	32
17.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire	33
17.3 Mesures coercitives	33
ARTICLE 18 - PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT	33
ARTICLE 19 - CLAUSES DE REEXAMEN	34
19.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution	34
19.2 Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution	34
ARTICLE 20 - CONFIDENTIALITE - MESURES DE SECURITE	35

<i>20.1. Obligation de confidentialité</i>	35
<i>20.2. Protection des données à caractère personnel</i>	35
<i>20.3 Sous-traitance</i>	35
ARTICLE 21 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	35
ARTICLE 22 - APPROBATION DU MARCHE	36

ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE MORALE)

Je soussigné(e), contractant(e) unique, engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom "le titulaire"

M CRONNIER Frédéric

agissant au nom et pour le compte de la société dénommée : N.T.I

ayant son siège social à 9 avenue Pierre Bérégovoy, 60000 Beauvais

Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par le Maître d'Ouvrage conformément à l'article 2.6 ci-dessous : commercial@nti-solutions.com

Téléphone : 0344101470

Télécopie : 0344101471

Forme de la société : SARL

Capital : 125 000€

➤ immatriculée à l'INSEE :

❖ numéro SIRET : 421 003 518 00097

❖ code de la nomenclature d'activité française (NAF) : 6202A

➤ numéro d'identification au registre du commerce : 421003518

Après avoir pris connaissance du présent contrat et de ses annexes, ainsi que des éléments qui y sont cités, et apprécié sous ma seule responsabilité la nature et la difficulté des prestations à effectuer,

- M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies

- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que la Société pour laquelle j'interviens, est titulaire d'une police d'assurance garantissant les responsabilités qu'elle encourt :

Compagnie : ALLIANZ

N° Police : 41.217.160

- CONFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés à l'article 6 ci-après répondent aux conditions ci-dessus rappelées et qu'ils sont également titulaires de polices d'assurances garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

	<u>1^{er} sous-traitant</u>	<u>2^{ème} sous-traitant</u>	<u>3^{ème} sous-traitant</u>
Compagnie :
N° police :

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres finales.

ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UN GROUPEMENT)

NOUS soussignés, cotraitants solidaires, engageant ainsi les personnes physiques ou morales ci-après, désignés dans le marché sous le nom "le titulaire".

- **1^{er} co-contractant**

M.

Agissant - en son nom personnel - au nom de

domicilié à

Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par le Maître d'Ouvrage conformément à l'article 2.6 ci-dessous :@.....

Téléphone :

Télécopie :

Forme de la société

Capital

- immatriculée à l'INSEE :
 - ❖ numéro SIRET :
 - ❖ code de la nomenclature d'activité française (NAF) :
- numéro d'identification au :
 - ❖ registre du commerce et des sociétés
 - ❖ répertoire des métiers

La Société (Cas de la personne morale)représentée par M ou Monsieur
(Cas de la personne physique), dûment mandaté à cet effet, est le mandataire du groupement
solidaire.

- 2e co-contractant

M.

Agissant - en son nom personnel - au nom de

domicilié à

- immatriculée à l'INSEE :
 - ❖ numéro SIRET :
 - ❖ code de la nomenclature d'activité française (NAF) :
- numéro d'identification au :
 - ❖ registre du commerce et des sociétés
 - ❖ répertoire des métiers

- 3e co-contractant

M.

Agissant - en son nom personnel - au nom de

domicilié à

- immatriculée à l'INSEE :
 - ❖ numéro SIRET :
 - ❖ code de la nomenclature d'activité française (NAF) :
- numéro d'identification au :
 - ❖ registre du commerce et des sociétés

❖ répertoire des métiers

Après avoir pris connaissance du présent contrat et de ses annexes, ainsi que des éléments qui y sont cités, et apprécié sous notre seule responsabilité la nature et la difficulté des prestations à effectuer,

- NOUS ENGAGEONS sans réserve, en tant qu'entrepreneurs groupés, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies,

- AFFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que nous sommes titulaires d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que nous encourons :

	<u>1^{er} co-contractant</u>	<u>2^{ème} co-contractant</u>	<u>3^{ème} co-contractant</u>
Compagnie :
N° police :

- CONFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés à l'article 6 ci-après répondent aux conditions ci-dessus rappelées et qu'ils sont également titulaires de polices d'assurances garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

	<u>1^{er} sous-traitant</u>	<u>2^{ème} sous-traitant</u>	<u>3^{ème} sous-traitant</u>
Compagnie :
N° police :

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offre finales.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'exécution des travaux suivants : fourniture et installation d'un système de vidéo protection et contrat de maintenance associé à LE PLESSIS BRION.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.). L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

2.2 Décomposition en tranches/phases

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Il est prévu une décomposition en phases techniques définies comme suit :

- phase 1 : installation
- phase 2 : maintenance

2.3 Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le titulaire et le Maître d'Ouvrage désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au Maître d'Ouvrage ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement valant CCAP sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le Maître d'Ouvrage en cours d'exécution du marché.

Pour l'application des dispositions des articles L 554-1 et s. et R 554-1 et s. du Code de l'Environnement relatives aux travaux exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, le responsable du projet est le Maître d'Ouvrage.

2.4 Intervenants

Sans objet.

2.5 Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le Maître d'Ouvrage prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- remise contre récépissé daté
- lettre recommandée avec accusé de réception
- transmission par télécopie avec accusé de réception
- transmission par courrier électronique avec accusé de lecture et/ou de réception

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire mentionnée dans le présent document ou, à défaut, à son siège social.

2.6 Ordre de service

Par dérogation aux articles 2 et 3.8 du CCAG Travaux, les ordres de service seront préparés, datés, signés et notifiés au titulaire par le Maître d'Ouvrage.

En outre, tous les ordres de services relatifs à la réalisation de travaux supplémentaires ou modificatifs de quelque nature qu'ils soient, en application des articles 14 à 17 du CCAG Travaux, doivent, pour être opposables au Maître d'Ouvrage, comporter le visa de celui-ci.

2.7 Réalisation de prestations similaires

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article 30-I-7 du Décret du 25 Mars 2016, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- le présent marché valant acte d'engagement et CCAP et ses éventuelles annexes, à l'exception de celles qui seraient expressément identifiées comme n'ayant pas valeur contractuelle, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant
- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), ses éventuelles annexes

A l'exception de l'annexe de mise au point éventuelle prévalant sur le marché, le marché et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux publics

Le CCAG applicable au marché est le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 (publié au JO du 1^{er} octobre 2009).

- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux travaux objet du marché, si celui-ci vise ce cahier et/ou les normes et autres documents équivalents définis par le CCTP
- les actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
- les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire (DQE) ainsi que ceux qui seraient rendus contractuels lors de la mise au point du marché
- les éléments de décomposition de l'offre technique du titulaire (mémoire technique) ainsi que ceux qui seraient rendus contractuels lors de la mise au point du marché

ARTICLE 4 - PRIX

4.1 Montant de l'offre

Le montant du marché tel qu'il résulte du détail des prix unitaires est de :

Phase 1 :

Montant HT : **78 924,48 €**

TVA : **15 784,90 €**

Montant TTC : **94 709,38 €**

Phase 2 :

Montant HT : **2900 €**

TVA : **580 €**

Montant TTC : **3480 €**

Total général

Montant HT : **81 824,48 €**

TVA : **16 364,90 €**

Montant TTC : **98 189,38 €**

En cas de groupement, le montant du marché sera décomposé ainsi :

Prestations	Phases concernées	Montant cotraitant 1	Montant cotraitant 2	Montant cotraitant 3

4.2 Contenu et nature des prix

4.2.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A.

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 10.1 du CCAG Travaux. Notamment, ils prennent en compte toutes les informations et données relatives aux ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens existants qui ont été communiquées par le Maître d'Ouvrage dans le dossier de consultation.

Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 10.1.2 du CCAG Travaux.

En cas de cotraitance solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

4.2.2 Nature du prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix unitaires dont le libellé est détaillé au détail quantitatif estimatif.

Sauf si ces documents sont demandés à la remise des offres, l'entrepreneur fournira dans les 20 jours à compter de la date de la demande du Maître d'Ouvrage un sous-détail de chacun des prix du bordereau des prix unitaires désignés par le Maître d'Ouvrage conformément aux dispositions de l'article 10.3.4. du CCAG Travaux.

4.3 Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 15.4.3 du CCAG Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 5 - VARIATION DANS LES PRIX

5.1 Forme du prix

La phase 1 est passée à prix ferme actualisable.

L'offre est établie sur la base des conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations (mois Mo).

Si un délai supérieur à trois mois s'est écoulé entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre finale et la date de début d'exécution des travaux, les prix du marché sont actualisés par le jeu de la formule suivante :

$$P_{fa} = P_{fi} * I_{de-3} / I_o$$

dans laquelle :

P_{fa} représente le prix ferme actualisé

P_{fi} représente le prix ferme initial

I_{de} représente la valeur de l'indice de référence pour le mois M_{de} de début d'exécution des prestations de la phase 1.

I_{de-3} représente la valeur de l'indice de référence pour le mois M_{de} moins trois (03) mois.

Io représente la valeur de l'indice de référence pour le mois de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre finale.

Le coefficient d'actualisation sera arrondi au millième supérieur.

Le montant de cette actualisation sera réglé au prorata du montant des prestations réalisées.

En cas de modification n'excédant pas un certain seuil (avenant), par dérogation à l'article 14.2 du CCAG Travaux, les prix mentionnés dans l'avenant sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement de l'avenant. La clause d'actualisation ci-dessus s'appliquera lorsqu'un délai de trois mois se sera écoulé entre la date de début d'exécution des prestations de l'avenant et la date de signature de l'avenant par le titulaire du marché.

Pour l'application de la formule ci-dessus, le Io sera l'index de référence de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'avenant.

La phase 2 est passée à prix révisable.

L'offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur le mois de la date de signature de l'offre par le titulaire (mois Mo).

La formule suivante sera appliquée :

$$Pr = Pi * [0,15 + (0,85 * Ide / Io)]$$

dans laquelle :

Pr représente le prix révisé

Pi représente le prix initial

Ide représente la valeur de l'indice de référence pour le mois Mde de début d'exécution des travaux

Io représente la valeur de l'indice de référence pour le mois Mo du marché

Pour la mise en œuvre de la clause de révision de prix, la valeur finale de l'index de référence est appréciée au plus tard à la date d'achèvement contractuelle des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

En cas de modification n'excédant pas un certain seuil (avenant), par dérogation à l'article 14.2 du CCAG Travaux, les prix mentionnés dans l'avenant sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement de l'avenant. La clause de révision ci-dessus s'appliquera avec un mois Mo correspondant au mois de signature de l'avenant par le titulaire du marché.

5.2 Index de variation

L'index national I de référence choisi pour l'application de la clause de variation des prix est le TP12a.

5.3 Actualisation/Révision provisoire

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune nouvelle actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune nouvelle révision avant la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

ARTICLE 6 - SOUS TRAITANCE

En complément des dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et à celles du Décret du 25 Mars 2016, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé ci-après, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG Travaux, le Maître d'Ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au Maître d'Ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du Maître d'Ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non-production de cette copie de la caution au Maître d'Ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies à l'article 11.9.2 ci-dessous, résiliation du marché.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve de cette acceptation et de cet agrément.

Le titulaire

☒ n'envisage pas de sous-traiter l'exécution de certaines prestations.

☐ envisage de sous-traiter l'exécution de certaines prestations.

Dans le cas de sous-traitance, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que le titulaire, mandataire ou cotraitant envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans le tableau constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra céder ou présenter en nantissement.

Le titulaire annexe au présent marché les actes spéciaux de chacun des sous-traitants (cf. modèle ci-joint). Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée acceptée par la notification du contrat et qui prendra effet à la date de notification.

Cas d'une entreprise unique

Nature de la prestation	Sous-traitant devant exécuter la prestation	Montant de la prestation HT
	TOTAL =	

Cas d'un groupement

Entreprise donneur d'ordre et prestation intéressée	Nature de la prestation sous-traitée	Sous-traitant devant exécuter la prestation	Montant de la prestation HT
		TOTAL =	

ARTICLE 7 - DUREE DU MARCHE ET RECONDUCTION

7.1 Durée du marché

La durée du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux.

Elle démarre à la date fixée par l'ordre de démarrage de la période de préparation (notification du marché ou ordre de service).

La durée de la période de préparation est fixée à l'article 10.1 du présent marché.

Les délais d'exécution de chacune des phases sont fixés comme suit :

➤ phase 1 : 3 mois à compter de la date fixée par l'ordre de démarrage de la période de préparation (notification du marché ou ordre de service).

➤ phase 2 : 12 mois

Le Maître d'Ouvrage délivrera pour chaque phase un ordre de service de démarrage de l'exécution des travaux.

7.2 Prolongation des délais d'exécution

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 20 jours ouvrés.

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, et pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux dûment constatée par le Maître d'Ouvrage, les délais d'exécution des travaux seront prolongés, par voie d'ordre de service, d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-dessous dépassera les intensités et durée limites ci-après :

- gel : lorsque la température sera inférieure à -1° C à 8 heures du matin
- neige : les précipitations cumulées de 0 heures à 24 heures étant supérieures à 5 cm
- pluie : de 6 heures à 18 heures, les précipitations cumulées étant supérieures à 20 mm
- vent : vitesse instantanée supérieure ou égale à 60 km/h entre 6 heures et 18 heures, dans ce cas une demi-journée sera décomptée.

Ces intensités sont celles relevées à la station de la Météorologie Nationale concernée.

Les intempéries doivent être notées et enregistrées sur un cahier spécial, disponible sur le chantier. Elles seront à comparer le cas échéant, aux données de la station météorologique concernée. Les fiches de déclaration d'intempéries doivent être acceptées au préalable par le Maître d'Ouvrage, au fur et à mesure des événements.

Elle ne s'applique pas pour la partie étude.

Le phénomène vent n'est à prendre en compte que lors de la présence d'une grue en fonctionnement sur le chantier.

Les journées d'intempéries constatées ne donnent pas lieu à dédommagement.

Par dérogation au troisième alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, les prolongations de délais ne s'appliqueront qu'après consommation du nombre de journées d'intempéries prévisibles définies ci-dessus en application du premier alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux.

7.3 Reconduction

La phase 1 ne sera pas reconduite.

La phase 2 pourra être reconduite 3 fois pour des périodes successives de 12 mois.

A défaut de décision expresse de non-reconduction au plus tard 1 mois avant l'expiration de la phase, la reconduction est tacite. Le titulaire ou le groupement d'entreprises ne pourra pas refuser cette (ces) reconduction (s).

7.4 Pénalités de retard

Les stipulations de l'article 20 du CCAG Travaux sont applicables sous réserve des dispositions suivantes.

- par dérogation à l'article 20.4 du CCAG Travaux, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée
- les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le Maître d'Ouvrage.

7.4.1 Pénalités de retard journalières

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG Travaux, en cas de retard sur la date d'achèvement final des travaux, il sera fait application, sans mise en demeure préalable, et du simple fait de la constatation par le Maître d'Ouvrage, d'une pénalité par jour calendaire de retard de 150 €. Le montant des pénalités ne sera pas limité.

De plus, le maintien final du délai étant subordonné au respect de la cadence et de l'échelonnement des travaux fixés par le calendrier d'exécution, tout dépassement en cours d'exécution des délais de travaux donne le droit au Maître d'Ouvrage d'exiger de l'entrepreneur la constitution immédiate d'une provision qui est effectuée par une retenue sur le montant de l'acompte, sans mise en demeure préalable et sur simple constatation du Maître d'Ouvrage.

La constatation du retard est établie chaque mois par comparaison de l'état d'avancement réel des travaux à l'état d'avancement déterminé par le planning, la date d'origine de ce dernier étant prise égale à celle prescrite pour le commencement des travaux. Pour chaque phase de travaux, en l'absence de précision de cadence au calendrier d'exécution, celle-ci est, pour l'état d'avancement, réputée uniforme dans le délai imparti à cette phase.

Cette retenue est transformée en pénalité définitive si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution
- bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai, les travaux ont accusé un retard qui, bien que n'ayant pas eu d'incidence sur le délai global, a perturbé la marche du chantier ou n'a pas permis l'ouverture ou la livraison de tout ou partie des ouvrages dans les conditions initialement prévues.

7.4.2 Pénalités pour absence aux réunions de chantier

En complément de l'article 20 du CCAG Travaux, si l'entrepreneur ou son représentant agréé n'assiste pas à une réunion de chantier ou ne se rend pas à une convocation qui lui est adressée par le Maître d'Ouvrage, il est passible d'une pénalité de 50,00 € sauf excuses notifiées avant la veille du rendez-vous ou sur excuses justifiées par cas de force majeure.

7.4.3 Pénalités pour retard dans la transmission de l'attestation d'assurance

En cas de retard dans la transmission de l'attestation d'assurance telle que prévue à l'article 11.7.1 ci-dessous, le Maître d'Ouvrage appliquera une pénalité de retard égale à 100 € par jour de retard.

7.4.4 Pénalités pour retard dans la remise des documents fournis avant et après exécution

En cas de non remise, à l'expiration du délai de la période de préparation, des documents à fournir visés à l'article 29.1 du CCAG Travaux, le Maître d'Ouvrage appliquera une pénalité provisoire de retard égale à 150 € par jour de retard.

Au-delà de 1 mois suivant la date de fin de période de préparation, si les documents ne sont pas fournis, cette pénalité provisoire deviendra définitive après mise en demeure préalable restée sans effet.

En cas de non remise, à l'expiration du délai indiqué dans la demande concernée, de documents d'exécution, le Maître d'Ouvrage appliquera une pénalité provisoire de retard égale à 150 € par jour de retard.

En cas de non remise, à la date des opérations préalables à la réception, des documents à fournir après exécution visés à l'article 11.4 ci-dessous, le Maître d'Ouvrage appliquera une pénalité provisoire de retard égale à 150 € par jour de retard.

Cette pénalité s'effectuera sur les sommes dues à l'entrepreneur dans les conditions stipulées à l'article 20-5 du CCAG Travaux et au présent article jusqu'à la remise de la totalité des documents. Toutefois et s'il y a lieu, par dérogation à l'article 20.5, si le montant du dernier décompte mensuel ne permettait pas l'application de cette pénalité, le Maître d'Ouvrage pourra l'effectuer sur les acomptes précédents.

Au-delà de 2 mois suivant la date des opérations préalables à la réception, si les documents ne sont pas fournis, cette pénalité provisoire deviendra définitive après mise en demeure préalable restée sans effet.

7.4.5 Prime d'avance

Aucune prime d'avance ne sera accordée.

7.5 Autres pénalités

Tout manquement non justifié aux indications portées dans le mémoire technique remis par le prestataire à l'appui de son offre sera passible d'une pénalité fixée à 5 % du montant du contrat.

ARTICLE 8 - PROVENANCE, QUALITE, CONTRÔLE

L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

8.1 Provenance des matériaux et produit

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par le C.C.T.G. ou déroge aux dispositions dudit C.C.T.G.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du Maître d'Ouvrage les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

8.2 Mise à disposition de lieux d'emprunt

Aucun lieu d'extraction ne sera mis à la disposition de l'entrepreneur.

8.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Les dispositions des articles 23 à 25 du CCAG Travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier sont applicables au présent marché étant précisé que le C.C.T.P. définit les compléments à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G.

Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par un laboratoire ou un organe de contrôle, agréé par le Maître d'Ouvrage, à la charge du titulaire.

Le C.C.T.P. précise les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins ou carrières de l'entrepreneur, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications, surveillance sont réalisées par un laboratoire ou un organe de contrôle, agréé par le Maître d'Ouvrage, à la charge du titulaire.

Le Maître d'Ouvrage peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés sur justificatifs.
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le Maître d'Ouvrage.

8.4 Prise en charge, manutention et conservation

En complément de l'article 26 du CCAG Travaux, le C.C.T.P. désigne les matériaux, produits et composants de construction qui seront fournis, le cas échéant, par le Maître d'Ouvrage et précise les lieux et cadences de leur prise en charge, ou de leur réception par l'entrepreneur, ainsi que les modalités de leur manutention et de leur conservation à assurer par l'entrepreneur.

Le Maître d'Ouvrage mettra à la disposition du titulaire les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis à sa disposition.

Le C.C.T.P. ne déroge pas à l'article 26 du CCAG Travaux.

ARTICLE 9 - IMPLANTATION DES OUVRAGES - LOCALISATION DES RESEAUX

9.1 Piquetage général

Le titulaire sera tenu de procéder lui-même et sous sa responsabilité, en présence du Maître d'Ouvrage, au piquetage général des ouvrages. Il devra, pour toutes ces opérations et pour toutes les vérifications que désirerait exécuter le Maître d'Ouvrage, tenir à la disposition de celui-ci le matériel topographique et le personnel qualifié correspondant. Les frais engagés par l'entrepreneur à cette occasion sont compris dans le prix du marché.

9.2 Travaux à proximité des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

9.2.1 Obligations générales du titulaire

Lorsque les travaux doivent être exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, le titulaire, ou chacun des cotraitants en cas de groupement d'entreprises, veille au respect de l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, résultant des dispositions des articles L 554-1 et s. et R 554-1 et s. du Code de l'Environnement. Ces dispositions s'appliquent, lorsqu'elles leurs sont contraires, par dérogation aux articles 27.3 et 31.9 du CCAG Travaux.

Son offre technique et financière prend en compte toutes les informations et données relatives aux ouvrages existants qui ont été communiquées dans le dossier de consultation. Il prend en compte les clauses techniques et financières particulières fixées le cas échéant par le marché.

Pour l'application de ces dispositions le responsable du projet est identifié à l'article 2.3 ci-dessus.

Notamment, par dérogation à l'article 31.9 du CCAG Travaux, dès la notification du marché et avant l'exécution des travaux, le titulaire est tenu de consulter la plateforme de télé service du guichet unique (www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr) afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés par les travaux et d'adresser à chacun de ces exploitants une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) conformément au modèle prescrit.

Les techniques que le titulaire prévoit d'appliquer à proximité des ouvrages en service ainsi que les modalités de leur mise en œuvre, assurent la conservation et la continuité de service des ouvrages, ainsi que la sauvegarde, compte tenu des dangers éventuels présentés par un endommagement des ouvrages, de la sécurité des personnes et des biens et la protection de l'environnement.

Pour toute intervention à proximité des réseaux, le titulaire respecte les prescriptions édictées par le guide technique disponible sur le site «www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr», ainsi que, le cas échéant, les informations spécifiques sur les précautions particulières à prendre jointes par les exploitants aux récépissés des déclarations DT et DICT ou complétées dans le CCTP.

Le titulaire informe le responsable du projet de toutes éventuelles incohérences, inexactitudes ou manques après comparaison des observations faites sur le terrain avec les informations cartographiques reçues.

Le titulaire informe les personnes qui travaillent sous sa direction de la localisation des ouvrages qui ont été identifiés et repérés et des mesures de prévention et de protection qui doivent être mises en œuvre lors de l'exécution des travaux. Il s'assure à ce titre de leur formation et de leur qualification minimale nécessaire.

Dès lors que la durée d'exécution du marché excède 6 mois, ou excède la durée définie dans la DICT, le titulaire sera tenu d'effectuer une nouvelle DICT, au-delà de ce délai auprès des exploitants d'ouvrages sensibles pour la sécurité, à moins que des réunions périodiques aient été planifiées dès le démarrage du chantier avec l'exploitant.

Le titulaire veille également au respect par ses sous-traitants de leurs obligations relatives aux déclarations d'intention de commencement de travaux. Il leur communique l'ensemble des dispositions du présent marché relatives aux travaux à proximité des réseaux.

9.2.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, subaquatiques ou aériens tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter et dont le titulaire a reçu du responsable de projet toutes informations nécessaires sur leur nature et leur position, sera effectué par le titulaire, à ses frais, sous la responsabilité du responsable de projet, dans les mêmes conditions qu'au 9.1 ci-dessus.

Il maintient le marquage/piquetage en bon état.

9.2.3 Evolutions éventuelles des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens entre la préparation du projet par le Maître d'Ouvrage et l'exécution des travaux

Dans le cas où l'exécutant des travaux découvre de nouveaux ouvrages, des modifications ou extensions d'ouvrages, il doit en informer par écrit le responsable du projet sans délai.

Si les ouvrages découverts sont susceptibles d'être sensibles pour la sécurité, ou en cas de différence notable, entre l'état du sous-sol constaté au cours du chantier et les informations portées à la connaissance de l'exécutant des travaux, qui entraînerait un risque pour les personnes lié au risque d'endommagement d'un ouvrage sensible pour la sécurité, l'exécutant des travaux arrête le chantier.

En cas de carence de l'exécutant des travaux, le responsable du projet délivre un ordre d'arrêt des travaux.

Il appartient au responsable du projet de décider par écrit des mesures à prendre et de la reprise des travaux lorsque les conditions de sécurité seront à nouveau réunies.

Un constat contradictoire doit être établi, conformément au modèle réglementaire, sans délai entre l'exécutant des travaux et le responsable du projet. Le constat contradictoire précise :

- les précautions éventuelles à prendre pour la sécurité
- les modifications qui doivent être, le cas échéant, apportées au projet
- l'ensemble des dispositions techniques à prendre pour permettre la poursuite des travaux (précautions pour la sécurité, précautions techniques, investigations complémentaires)
- les conséquences sur les délais
- l'arrêt ou la reprise des travaux
- les conséquences financières de la découverte : constat de la présence de clauses contractuelles permettant l'indemnisation des précautions et des techniques à mettre à œuvre, de l'arrêt de chantier et des délais supplémentaires ou nécessité d'un avenant définissant les conditions de prise en charge.

Le CCTP définit le cas échéant les actions complémentaires à mettre en œuvre pour identifier les réseaux et en fixer la localisation ou si celle-ci s'avère impossible, pour réaliser les travaux avec toutes les précautions nécessaires

Toutes les actions complémentaires et investigations complémentaires nécessaires à la réalisation des travaux sont prises en charge par le Maître d'Ouvrage dans le cadre d'un avenant.

Le titulaire sera indemnisé de la totalité de son préjudice éventuel subi du fait de l'évolution des réseaux sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts pour :

- la mise en œuvre des précautions particulières
- la mise en œuvre des techniques particulières
- les conséquences du sursis à l'exécution des travaux ou de l'arrêt des travaux
- les conséquences des dépassements de délais

Si la découverte des réseaux remet en cause le projet, dans des proportions ne permettant pas la poursuite du présent marché, elle emporte résiliation du marché pour motif d'intérêt général et indemnisation du titulaire dans les conditions fixées à l'article 46.4 du CCAG Travaux.

9.2.4 Dispositions applicables en cas de retard dans l'engagement des travaux imputable au défaut de réponse d'un exploitant d'un réseau sensible pour la sécurité

Ainsi qu'il est dit à l'article 9.2.1 ci-dessus, l'exécutant des travaux doit, dès la notification du marché et avant l'exécution des travaux, consulter le guichet unique afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés par les travaux et adresser à chacun de ces exploitants une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

Les travaux ne peuvent pas débiter à proximité d'un réseau sensible pour la sécurité tant que l'exécutant des travaux n'a pas reçu un récépissé de DICT de l'exploitant de ce réseau sensible. En l'absence de récépissé dans les 9 jours de la DICT (15 jours en cas de DICT non matérialisée), l'exécutant des travaux doit relancer sans délai l'exploitant concerné par lettre recommandée avec accusé réception ou par tout moyen apportant des garanties de preuve équivalente.

En cas de retard dans l'engagement des travaux dû à l'absence de réponse d'un exploitant dans les deux jours de la relance, l'exécutant des travaux doit alerter le responsable du projet pour qu'il décale ou fasse décaler d'autant la date de démarrage des travaux. Un constat contradictoire est établi entre le responsable de projet et l'exécutant pour confirmer l'arrêt ou la suspension du projet et ses conséquences financières.

L'exécutant des travaux ne subira aucun préjudice du fait de ce retard et sera indemnisé de son préjudice éventuel par le Maître d'Ouvrage sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts subis du fait du retard dans l'engagement des travaux.

9.2.5 Dispositions particulières en cas d'incertitude sur la localisation des réseaux souterrains

Le responsable du projet, après avoir procédé à la déclaration de projet de travaux (DT), n'a pas procédé, en application des dispositions de l'article R 554-23 III du Code de l'Environnement, aux investigations complémentaires relatives à l'incertitude de localisation des réseaux souterrains rangés dans la classe de précision B.

Dans les zones d'incertitude, l'exécutant des travaux devra appliquer les précautions techniques particulières adaptées nécessaires à l'intervention à proximité des ouvrages ou tronçons d'ouvrages dont l'incertitude de localisation est trop élevée mais inférieure à 1,5 mètre, définies par le CCTP et à défaut par le guide technique relatif à l'exécution de travaux à proximité des réseaux visé par l'article R.554-29 du Code de l'Environnement.

La rémunération des travaux sera différenciée entre les zones d'incertitude et celles de parfaite connaissance de la localisation des réseaux que le réseau soit sensible ou non. Les principes de répartition des actes en plusieurs catégories donnant lieu à tarification différenciée sont fixés par une norme obligatoire reconnue par l'État, la Norme AFNOR NF S 70.003-1.

Si la localisation réelle des réseaux remet en cause le projet dans des proportions ne permettant pas la poursuite du présent marché, sans préjudice de l'indemnisation éventuelle de l'exécutant des travaux en application de l'article 9.2.3 ci-dessus, elle emportera résiliation du marché pour motif d'intérêt général et indemnisation du titulaire dans les conditions fixées à l'article 46.4 du CCAG Travaux.

9.2.6 Arrêt de chantier dû à la découverte d'un ouvrage non identifié ou d'une incertitude de localisation ou dû à l'endommagement des ouvrages

L'exécutant des travaux doit arrêter les travaux, à l'exception des travaux d'investigations complémentaires qui lui auraient été confiés, dans tous les cas suivants :

- découverte fortuite d'un réseau susceptible d'être sensible pour la sécurité
- en cas d'écart notable entre les informations relatives au positionnement des réseaux communiqués avant le chantier par l'exploitant ou le responsable du projet et la situation constatée au cours du chantier susceptible d'entraîner un risque pour les personnes lié au risque d'endommagement d'un ouvrage sensible pour la sécurité
- découverte ou endommagement accidentel d'un branchement non localisé et non doté d'affleurant visible depuis le domaine public ou d'un tronçon d'ouvrage, sensible ou non sensible pour la sécurité, dont la position exacte s'écarterait des données de localisation qui ont été fournies au titulaire par l'exploitant de plus de 1,5 mètre, ou d'une distance supérieure à l'incertitude maximale liée à la classe de précision indiquée par ce dernier.

Il doit en informer sans délai par écrit le responsable du projet et le titulaire du marché, si l'exécutant des travaux est un sous-traitant.

Un Constat contradictoire doit être établi sans délai entre l'exécutant des travaux et le responsable du projet pour confirmer les difficultés rencontrées et prescrire le cas échéant l'arrêt éventuel du chantier ainsi que les conséquences techniques et financières qui en résultent. Le Maître d'Ouvrage et le titulaire du marché, si l'exécutant des travaux est un sous-traitant, sont convoqués aux opérations de constat.

L'arrêt de chantier est un cas d'ajournement des prestations selon les dispositions de l'article 49 du CCAG Travaux.

L'exécutant des travaux ne subira aucun préjudice en cas d'arrêt de chantier faisant suite à l'une des circonstances identifiées ci-dessus et sera indemnisé par le Maître d'Ouvrage de la totalité de son préjudice éventuel subi du fait de l'arrêt du chantier sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts notamment pour :

- la mise en œuvre des dispositions nécessaires à la garde du chantier pendant l'arrêt de celui-ci
- la mise en œuvre de précautions particulières nécessaires pour assurer la sécurité pendant l'arrêt du chantier
- les conséquences des dépassements de délais

L'exécutant des travaux ne peut reprendre l'exécution des travaux que sur ordre écrit du responsable du projet sur les mesures à prendre.

Dans le cas d'endommagement d'un réseau sensible pour la sécurité, le titulaire doit :

- arrêter les engins de travaux
- alerter immédiatement les services de secours et l'exploitant concerné
- aménager une zone de sécurité
- accueillir les secours et se mettre à la disposition du commandant des opérations de secours

Dans le cas d'endommagement d'un réseau même superficiel, d'un déplacement accidentel de plus de 10 cm d'un réseau souterrain flexible, le titulaire doit prévenir l'exploitant dans les meilleurs délais. Un constat contradictoire doit être établi avec l'exploitant.

ARTICLE 10 - PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

10.1 Période de préparation

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, il n'est pas fixé de période de préparation pour aucune des phases.

10.2 Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail

Ces documents seront soumis au visa du Maître d'Ouvrage, préalablement à la réalisation des travaux dans les conditions définies à l'article 29 du CCAG Travaux.

Ces documents seront fournis en 3 exemplaire sur support papier (reproductible) et 1 exemplaire sur support informatique (CD, DVD ...).

Tous les documents devront être sécurisés, identifiables et interopérables.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

10.3 Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire devra remettre au Maître d'Ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG Travaux.

10.4 Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers

10.4.1 Emplacement des installations de chantier

Le CCTP définit les emplacements qui pourront être mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur, pour tout ou partie de ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux. A défaut, les emplacements seront à prévoir en concertation avec la collectivité du lieu de réalisation des travaux.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le Maître d'Ouvrage se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par l'entrepreneur.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

10.4.2 Laboratoire et bureau du chantier

L'entrepreneur n'aura pas la charge d'installer un laboratoire de chantier équipé des appareils nécessaires aux essais sur place prévus au C.C.T.P.

L'entrepreneur n'aura pas la charge d'installer un bureau avec téléphone pour le Maître d'Ouvrage.

10.4.3 Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du Maître d'Ouvrage.

Les parties s'engagent au respect des règles concernant la sécurité et la santé des travailleurs conformément aux articles L 4211-1 et, L 4531-1 à 3 et L 4532-1 à 18 et R 4532-1 à 4533-7 du Code du Travail.

Le chantier n'est pas soumis à un PGCSPS.

Le chantier n'est pas soumis à un PPSPS.

10.5 Dispositions en matière de protection de l'environnement

10.5.1 Dispositions générales

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du Maître d'Ouvrage.

10.5.2 Mesures relatives à la gestion des déchets de chantier

Le CCTP définit les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les travaux vers les sites susceptibles de les recevoir.

Il précisera les modalités permettant au Maître d'Ouvrage de s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier.

10.6. Protection contre les nuisances et nettoyage du chantier

Le titulaire est responsable, jusqu'à la réception, de la protection de ses ouvrages. A cet effet, il devra prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter les souillures et pollutions pouvant provoquer une dégradation du site.

Il est responsable, vis-à-vis du Maître d'Ouvrage, des dégâts aux existants et aux biens confiés pouvant survenir avant la réception définitive des travaux. Tous travaux de remise en état dus au non-respect de cette prescription, seront à la charge du titulaire.

Ce dernier aura le souci de réduire au strict nécessaire les gênes qu'il occasionne au Maître d'Ouvrage, dans la jouissance de ses biens.

Dans le cas où les travaux nécessiteraient l'emploi de moteurs ou d'appareils mécaniques, électriques, pneumatiques, etc..., le titulaire doit prendre, à ses frais, risques et périls, toutes les mesures nécessaires en vue d'éviter tout danger d'incendie ou d'explosion. Le fonctionnement de ces appareils sera réalisé de manière à réduire au minimum la gêne imposée aux usagers et aux riverains.

Les engins équipés de moteurs à explosion ou à combustion interne, les groupes moto compresseurs, les brise-béton et marteaux piqueurs, les groupes convertisseurs de soudage, les groupes électrogènes de puissance devront être conformes aux types homologués définis dans les arrêtés ministériels, concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

Le Maître d'Ouvrage pourra prescrire au titulaire, soit le remplacement ou la modification des moteurs ou appareils dont le fonctionnement se sera révélé trop bruyant, soit des limitations d'horaires d'emploi de ces moteurs ou appareils, aux frais du titulaire.

Le titulaire est responsable de ses équipements. Ils devront être stockés soit dans ses éléments de chantier, soit éventuellement dans un local mis à sa disposition par le Maître d'Ouvrage.

Le titulaire doit dans tous les cas, après exécution d'un ouvrage quel qu'il soit, le nettoyage, époussetage, balayage, etc ... et l'enlèvement aux décharges publiques des gravois, cartons, etc ... qu'il aura provoqué. A défaut d'exécution, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire procéder à ce nettoyage par une entreprise de son choix aux frais du titulaire.

10.7 Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

En complément de l'article 35 du CCAG Travaux, le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du Maître d'Ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

ARTICLE 11 - AVANCE

Le marché fait l'objet d'une avance dans le cadre de la réglementation en vigueur (articles 110 à 113 du Décret du 25 Mars 2016) sauf renonciation expresse des bénéficiaires indiquée ci-dessous :

Titulaire unique ou 1^{er} cotraitant (mandataire)

☐ accepte de percevoir l'avance / ☒ refuse de percevoir l'avance

2^{ème} co-traitant

☐ accepte de percevoir l'avance / ☐ refuse de percevoir l'avance

3^{ème} co-traitant

☐ accepte de percevoir l'avance / ☐ refuse de percevoir l'avance

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

11.1 Conditions de garanties pour le versement de l'avance

Il est exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance.

La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci.

Le Maître d'Ouvrage n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

11.2 Bénéficiaires de l'avance

Lorsque le marché est passé avec un contractant unique éventuellement avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le titulaire et à ceux exécutés par chaque sous-traitant ayant droit au paiement direct.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire ou sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés par le titulaire ou chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire géré par le mandataire.

Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser sur ce compte s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés par l'ensemble des cotraitants.

Si les paiements des membres du groupement solidaire sont répartis sur chacun des membres du groupement, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois au mandataire et à chacun des cotraitants sur la base de la répartition des paiements identifiée dans le présent document.

Le sous-traitant qui demande à bénéficier de l'avance est soumis à l'obligation de présenter, en contrepartie de l'avance qu'il demande, une garantie à première demande d'un montant équivalent à cette avance, dans les mêmes conditions que celles applicables à l'entrepreneur principal.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours de chantier, si le titulaire, mandataire ou cotraitant du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues sur la ou les demandes de paiement présentées après la date d'agrément du sous-traitant concerné.

Si les sommes restant dues au titulaire, mandataire ou cotraitant ne permettent pas, lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

11.3 Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie.

Le règlement de l'avance interviendra dans le délai fixé à l'article 12.2 du présent document.

La remise de la garantie à première demande doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte relatif à l'exécution du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie n'est pas constituée dans les conditions ci-avant, le titulaire perd jusqu'à la fin du marché la possibilité d'obtenir cette avance.

11.4 Modalités de résorption de l'avance

La résorption de l'avance devra en tout état de cause être achevée lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 80 % du montant initial du marché.

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant initial du marché selon la formule suivante :

$$\text{Montant de la résorption} = \text{Montant de l'avance} \times (\% \text{ avancement des prestations} - 65) / 15.$$

La résorption de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitants).

ARTICLE 12 - CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE REGLEMENT

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés comme il est indiqué à l'article 13 du CCAG Travaux précisé ou modifié comme suit :

- les travaux seront constatés et réglés selon les quantités réellement exécutées
- le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement des avances, des acomptes ou du solde qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplets.

12.1 Demandes de paiement

12.1.1 Demande de paiement d'acomptes

Le titulaire transmet au Maître d'Ouvrage ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Par dérogation à l'article 13.2.2 du CCAG Travaux, l'état d'acompte sera notifié au titulaire par le Maître d'Ouvrage (au plus tard lors du règlement de l'acompte) si le projet de décompte mensuel remis par le titulaire a été modifié.

12.1.2 Demande de paiement final

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire transmet au Maître d'Ouvrage son projet de décompte final à compter de la plus tardive de ces dates :

- date de notification de la décision de réception selon les dispositions de l'article 13.3.2 du CCAG Travaux
- date de remise des documents demandés en application des articles 40 du CCAG Travaux et 15 du présent marché
- date d'application de la retenue définitive dans les conditions définies à l'article 15 ci-dessous.

Par dérogation à l'article 13.4.4 du CCAG Travaux :

- le Maître d'Ouvrage disposera d'un délai de 30 jours à compter de la réception du projet de décompte général signé par le titulaire pour lui notifier le décompte général.
- lorsque le titulaire notifie au Maître d'Ouvrage un projet de décompte général signé, il indique expressément dans son envoi vouloir faire application des dispositions de l'article 13.4.4 du CCAG Travaux et qu'en l'absence de notification du décompte général par le Maître d'Ouvrage dans un délai de 30 jours de la réception des documents, le décompte général deviendra tacitement le décompte général et définitif.

A défaut de cette indication, en l'absence de notification du décompte général dans ce délai, le décompte général signé par le titulaire ne pourra devenir le décompte général et définitif.

Par dérogation à l'article 13.4.2 du CCAG Travaux, lorsque la réception est prononcée avec réserves et que les réserves ne sont pas levées au moment de l'établissement du décompte général, le représentant du Maître d'Ouvrage ne signe le projet de décompte général qu'après la levée de la dernière des réserves. Dans le cas où la levée des réserves est confiée à une autre entreprise, la signature du projet de décompte général n'interviendra qu'après règlement définitif du nouveau marché. Il intégrera le montant des sommes engagées pour la réalisation des travaux nécessaires à la levée des réserves à la réception.

Le projet de décompte général devenu le décompte général est notifié au titulaire par le Maître d'Ouvrage avant la plus tardive des dates ci-après :

- 30 jours à compter de la levée de la dernière des réserves

- 30 jours à compter du règlement définitif du nouveau marché

12.2 Délais de règlement

Le délai maximum de paiement des avances est de 30 jours, à compter de la date de fourniture de la garantie au Maître d'Ouvrage.

Le délai de règlement des acomptes est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par le Maître d'Ouvrage.

Le délai maximum de règlement du solde est de 30 jours à compter de la réception du décompte général et définitif par le Maître d'Ouvrage.

12.3 Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans le présent marché.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée ci-dessous. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'information par le Maître d'Ouvrage, dans les conditions prévues par l'article 136 du Décret du 25 Mars 2016, de l'acceptation par l'entrepreneur principal des pièces justificatives servant de base au paiement direct, prévue par l'article 8 de la loi du 31 décembre 1975.

En complément de l'article 13.1.7 du CCAG Travaux, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des demandes de paiement des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement du sous traitant sera effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant, au Maître d'Ouvrage et libellée en son nom, ou, de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire, dans les conditions visées à l'article 136 du Décret du 25 Mars 2016. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous traitance.

12.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M \times J / 365 \times \text{Taux IM}$$

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

En cas de retard de paiement, le Maître d'Ouvrage sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013.

12.5 Mode de règlement

Cas d'une entreprise unique

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues au titre de l'accord-cadre par virement établi à l'ordre du titulaire (joindre les RIB)

DESIGNATION DU TITULAIRE
Nom du prestataire : N.T.I
Raison sociale : N.T.I
Adresse : 9 avenue Pierre Bérégovoy, 60000 Beauvais
Référence compte bancaire FR76 1329 8002 7700 0200 6370 107

Cas d'un groupement solidaire sans répartition des paiements

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues au titre de l'accord-cadre par virement sur un compte ouvert au nom du mandataire solidaire ou sur un compte commun ouvert au nom des entrepreneurs groupés (joindre les RIB).

DESIGNATION DU MANDATAIRE
Nom du prestataire
Raison sociale
Adresse
Référence compte bancaire

Cas d'un groupement solidaire avec répartition des paiements

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues au titre de l'accord-cadre, selon la répartition définie ci-dessous, par virement établi à l'ordre de chacun des membres du groupement solidaire (joindre les RIB).

Cette possibilité de répartition des paiements ne saurait remettre en cause la solidarité des membres du groupement.

DESIGNATION DU COTRAITANT	PRIX TTC
Nom du prestataire	
Raison sociale	
Adresse	
Référence compte bancaire	

Nom du prestataire Raison sociale Adresse Référence compte bancaire	
Nom du prestataire Raison sociale Adresse Référence compte bancaire	

Cas d'un groupement conjoint

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché, selon la répartition définie ci-dessous, par virement établi à l'ordre de chacun des membres du groupement (joindre les RIB).

DESIGNATION DU COTRAITANT	REFERENCES BANCAIRES
Nom du prestataire Raison sociale Adresse	
Nom du prestataire Raison sociale Adresse	
Nom du prestataire Raison sociale Adresse	

ARTICLE 13 - RETENUE DE GARANTIE

13.1 Phase 1

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque acompte et sur le solde dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur. Cette retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande.

Le Maître d'Ouvrage n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au titulaire du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur garantie ne seront libérées que 30 jours après la date de la levée effective de ces réserves.

13.2 Phase 2

Le titulaire est dispensé de retenue de garantie.

ARTICLE 14 - RECEPTION -DELAJ DE GARANTIE - ADMISSION

14.1 Réception

La réception est l'acte par lequel le Maître d'Ouvrage accepte avec ou sans réserves, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du CCAG Travaux.

En cas de phases correspondant à un ouvrage ayant sa propre fonctionnalité et autonomie, il pourra être prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG Travaux.

Chaque réception partielle fera courir le délai de garantie propre aux ouvrages réceptionnés à compter de la date d'effet de cette réception.

Cependant, les suretés constituées pour la réalisation des différentes parties d'ouvrages, objet du marché, seront maintenues dans leur montant jusqu'à expiration du délai de garantie du dernier ouvrage réceptionné. Elles pourront être mises en jeu au titre de la garantie de parfait achèvement propre à chacun des ouvrages réceptionnés.

Par dérogation à l'article 42.2 du CCAG Travaux, la prise de possession par le Maître d'Ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrage doit être précédée d'une réception partielle dont les conditions seront fixées par le Maître d'Ouvrage et notifiées par ordre de service.

Sauf disposition figurant au C.C.T.P., la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves ou de la vérification des performances ou rendements obtenus, lorsque :

- les épreuves ne doivent être exécutées que postérieurement à la date d'achèvement des travaux ou de remise des ouvrages
- les épreuves ou vérifications ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année
- sont prévues des performances ou des rendements fixés au préalable avec éventuellement des sanctions ou des bonifications financières en fonction des résultats obtenus.

14.2 Délais de garantie

Le délai de garantie prévu à l'article 44.1 du CCAG Travaux ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

14.3 Garanties particulières

Le CCTP fixe, le cas échéant, la nature des prestations concernées par une garantie particulière s'étendant au-delà des délais de garantie et la durée à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Ces garanties engagent l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou d'une mauvaise exécution des travaux.

14.3.1 Implantation des ouvrages

Le délai de garantie est porté à dix ans en ce qui concerne l'implantation des ouvrages ; l'entrepreneur disposera d'un délai d'un mois suivant la notification d'une erreur d'implantation pour mettre l'implantation des ouvrages en conformité avec les limites cadastrales.

14.3.2 Matériel fourni par l'entrepreneur

L'entrepreneur garantit le Maître d'Ouvrage contre tout défaut de fabrication et de fonctionnement du matériel mis en place conformément aux règles fixées par les normes en vigueur.

Cette garantie ne s'applique pas :

- au matériel fourni par le Maître d'Ouvrage pour autant que la mise en œuvre en ait été faite suivant les règles de l'art,
- aux détériorations provenant d'une usure anormale, de négligence, de défaut d'entretien ou de surveillance, d'utilisation irrationnelle ou défectueuse, de cas de force majeure ou de cas fortuits, ni aux détériorations causées par les tiers.

14.3.3 Garantie particulière des matériaux de type nouveau

L'entrepreneur garantit le Maître d'Ouvrage contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures mis en œuvre sur sa proposition et sous sa seule responsabilité.

Cette garantie engage l'entrepreneur dans le cas où pendant le délai fixé la tenue de ces matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais, sur simple demande par les matériaux et fournitures désignés par le Maître d'Ouvrage.

Il devra être titulaire d'une police d'assurance décennale couvrant ces risques.

14.4 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrage sont prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou le C.C.T.P.

Les dispositions du 4 de l'article 24 du C.C.A.G. et de l'article 8.3 ci-dessus relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché.

Les premiers essais, définis par le Maître d'Ouvrage seront à la charge du Maître d'Ouvrage. Tous les suivants, qui s'avèreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants seront à la charge de l'entreprise ; le programme ainsi que l'organisme chargé de les réaliser seront, dans chaque cas, définis par le Maître d'Ouvrage.

14.5 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Il n'est pas prévu de mise à dispositions d'ouvrage.

Conformément à l'article 43 du CCAG Travaux, un ordre de service pourra prescrire, le cas échéant, au titulaire, de mettre pendant une certaine période certains ouvrages ou parties d'ouvrage, non encore achevés, à la disposition du Maître d'Ouvrage. Dans ce cas, il sera fait application de l'article 43 du CCAG Travaux.

ARTICLE 15 - DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION

15.1 Documents à fournir après exécution

Le titulaire remet au Maître d'Ouvrage dans le délai défini ci-dessous les éléments constitutifs du DOE et les éléments nécessaires à l'établissement du DIUO qui le concerne.

Le contenu du DOE est fixé au minimum comme suit :

- les plans d'ensemble et de détails, les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire
- les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre établis ou collectés par l'entrepreneur, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements

- les constats d'évacuation des déchets

Par dérogation à l'article 40 du CCAG travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au Maître d'Ouvrage au plus tard à la date des Opérations Préalables à la Réception (O.P.R.).

L'ensemble des documents à remettre par l'entrepreneur au Maître d'Ouvrage dans le délai fixé ci-dessus seront présentés dans les formes prévues à l'article 40 du CCAG Travaux.

Ces documents seront fournis en trois exemplaires, dont un reproductible.

Ils pourront être remis sur support informatique (CD, DVD, autres ...).

15.2 Pénalités pour retard dans la remise des documents fournis après exécution

En cas de retard dans la transmission des documents à fournir après exécution, il sera fait application d'une pénalité de retard dans les conditions définies à l'article 7.4.4 ci-dessus.

ARTICLE 16 - ASSURANCES

16.1. Assurance de responsabilité

En cas de retard dans la transmission des attestations d'assurances, il sera fait application d'une pénalité de retard dans les conditions définies à l'article 7.4.3 ci-dessus.

16.1.1 Assurance de responsabilité civile professionnelle

Le titulaire du marché, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit justifier, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au Maître d'Ouvrage ou à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Dans le cas où cette justification n'aurait pas été produite avant la signature du marché sur demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire devra produire celle-ci dans un délai de 15 jours de la demande du Maître d'Ouvrage.

Par ailleurs, le titulaire devra produire cette attestation en cours d'exécution des travaux si le chantier dure sur plusieurs années civiles, au plus tard le 15 janvier de la nouvelle année civile.

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non production des justificatifs d'assurance.

Le contrat comportera des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus.

L'entrepreneur doit être titulaire, en outre, de garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du Maître d'Ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant après les travaux.

L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de police ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques. Le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes.

16.1.2 Assurance de responsabilité civile décennale

Lorsqu'il s'agit de travaux non soumis à l'obligation d'assurance décennale (cf. ordonnance du 08/06/2005), l'attestation d'assurance couvrant la responsabilité civile décennale n'est pas exigée.

16.2 Assurance des travaux

16.2.1 Assurance Tous Risques Chantier

Le Maître d'Ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police tous risques chantier.

16.2.2 Assurance Dommages - Ouvrage

Le Maître d'Ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police dommages - ouvrage.

16.3 Disposition diverses

16.3.1 Absence ou insuffisance de garantie du titulaire

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du Maître d'Ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le Maître d'Ouvrage au titre des polices qu'il souscrit seront intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.

De même le titulaire supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

16.3.2 Incidence des polices souscrites par le Maître d'Ouvrage

La souscription par le Maître d'Ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées au 16.2 ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le Maître d'Ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants renonce(nt) à exercer tous recours contre le Maître d'Ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette (ces) police(s).

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire et s'il y a lieu de ses cotraitants est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

16.3.3 Sinistres

En cas de sinistre en cours de chantier, le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs.

L'entrepreneur ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

ARTICLE 17 - RESILIATION - MESURES COERCITIVES

Les dispositions des articles 45 à 48 du CCAG Travaux sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoute les dispositions suivantes.

17.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 46.4 du CCAG Travaux, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 46.4 du CCAG Travaux, l'indemnité de résiliation est obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non actualisé des prestations reçues, un pourcentage de 5 %.

17.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute du titulaire, il sera fait application des articles 46.3 du CCAG Travaux, avec les précisions suivantes :

- le titulaire n'a droit à aucune indemnisation
- la résiliation pour absence de production des attestations d'assurances prévues à l'article 16.1 peut s'opérer sans mise en demeure préalable
- en complément à l'article 46.3 du CCAG Travaux, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé, par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux, à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques
- en cas de non-respect, par le titulaire ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations visées à l'article 18 du présent document relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles 51 à 54 du Décret du 25 Mars 2016, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux, le titulaire ou le cotraitant dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles 48 à 54 du Décret du 25 Mars 2016 fournis par le titulaire ou l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part de marché correspondante sera, résilié sans mise en demeure à leur frais et risques.

17.3 Mesures coercitives

Il n'est pas fait application de l'article 48.7.3 du CCAG Travaux (par dérogation).

ARTICLE 18 - PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT

En cas d'attribution du marché, le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage à produire, à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées aux articles 51 à 54 du Décret du 25 Mars 2016.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <http://marches-publics.info>.

Le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage également à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du Travail.

Les attestations d'assurances sont à produire dans les conditions indiquées à l'article 16 du présent document.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Le candidat unique ou chaque cotraitant est informé qu'il n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements demandés s'ils ont déjà été remis au Maître d'Ouvrage dans le cadre d'une précédente consultation et si les conditions suivantes sont réunies :

- le candidat doit indiquer, dans le délai défini pour la transmission de ces pièces tel que fixé par le règlement de consultation, d'une part, la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais, et d'autre part, la consultation lors de laquelle les pièces ont été remises
- les documents doivent être toujours valables.

Le candidat unique ou chaque cotraitant est informé qu'il n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements demandés que le Maître d'Ouvrage peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, si les conditions suivantes sont réunies :

- le candidat doit indiquer, dans le délai défini pour la transmission de ces pièces tel que fixé par le règlement de consultation, d'une part la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais et d'autre part les modalités de consultation de ce système et/ou d'accès à cet espace

- l'accès à ces documents est gratuit

Le candidat est informé de ce que la non-production de ces pièces emportera rejet de son offre et son élimination ou résiliation du contrat.

ARTICLE 19 - CLAUSES DE REEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

19.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au Maître d'Ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité
- cession de contrat
- décès
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le Maître d'Ouvrage vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le Maître d'Ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être une entreprise tierce.

En cas d'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du Maître d'Ouvrage sur la substitution, la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

A défaut, le cocontractant énuméré en deuxième position dans le présent document devient le nouveau mandataire du groupement

19.2 Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, par dérogation à l'article 3.5 du CCAG PI.

ARTICLE 20 - CONFIDENTIALITE - MESURES DE SECURITE

20.1. Obligation de confidentialité

Le titulaire et le représentant du Maître d'Ouvrage qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire, du Maître d'Ouvrage ainsi que de son représentant, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

20.2. Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le Maître d'Ouvrage afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

Pour assurer cette protection, il incombe au représentant du Maître d'Ouvrage d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

20.3 Sous-traitance

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

ARTICLE 21 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Il est dérogé aux articles désignés ci-après du CCAG Travaux par les articles correspondant cités ci-après du marché :

Articles du CCAG Travaux auxquels il est dérogé	Articles du marché par lesquels sont introduites ces dérogations
2 et 3.8	2.6
4.1	3
15.4.3	4.4
14.2	5.1
19.2.3	7.2
20.4	7.4
20.1	7.4.1
27.3, 31.9	9.2.1

28.2.2	10.1
28.1	10.1
28.5	10.4.4
13.2.2	12.1.1
13.3.2, 13.4.4, 13.4.2	12.1.2
42.2	14.1
20.5	15.2
40	15.1
48.1	17.2
48.7.3	17.3
3.5	19.2

ARTICLE 22 - APPROBATION DU MARCHE

La présente offre est acceptée.

Phase 1

Montant HT : €

TVA €

Montant TTC €

Phase 2

Montant HT : €

TVA €

Montant TTC €

Total général

Montant HT : €

TVA €

Montant TTC €

Les sous-traitants proposés à l'article 6 ci-dessus sont acceptés comme ayant droit au paiement direct dans les conditions indiquées.

Fait en un seul original

A Le Plessis Brion, le

A Beauvais, le 11 07 2017

Le Représentant du Maître d'Ouvrage

L'attributaire

Le Maire

MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES
DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE

DC4

Ce document est fourni par le candidat ou le titulaire au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice soit au moment du dépôt de l'offre soit après le dépôt de l'offre.

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

■ Désignation du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice) :
(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.)

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du Décret 2016-360 du 25 Mars 2016 (nantissements ou cessions de créances) :
(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)

B - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation. En cas d'allotissement, préciser également l'intitulé de la consultation.)

C - Objet de la déclaration du sous-traitant.

La présente déclaration de sous-traitance constitue :
(Cocher la case correspondante.)

- ☐ une annexe à l'acte d'engagement remis par le candidat ;
- ☐ un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement ;
- ☐ un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

D - Identification du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises candidat ou titulaire, identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.]

E - Identification du sous-traitant.

■ Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro SIRET :

■ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

■ Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :

■ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)*

■ Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct (*article 135 du Décret 2016-360 du 25 Mars 2016*) :
(Cocher la case correspondante.) ☐ NON ☐ OUI

F - Nature et prix des prestations sous-traitées.

■ Nature des prestations sous-traitées :

■ Montant des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :

a) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA :
- Montant maximum HT :
- Montant maximum TTC :

b) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de travaux sous-traités relevant de [l'article 283-2 nonies du code général des impôts](#) :

- Taux de la TVA : autoliquidation (la TVA est due par le titulaire)
- Montant maximum hors TVA :

■ Modalités de variation des prix :

G - Conditions de paiement.

■ Compte à créditer :
(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

■ Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :

■ Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance : ☐ NON ☐ OUI
(Cocher la case correspondante.)

H - Capacités du sous-traitant.

Récapitulatif des pièces demandées par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

-
-
-
-
-

I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant.

Le sous-traitant déclare sur l'honneur :

a) **Condamnation définitive :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

b) **Lutte contre le travail illégal :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) **Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés :** pour les marchés publics et accords-cadres soumis du Décret 2016-360 du 25 Mars 2016, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

d) **Liquidation judiciaire :** ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) **Redressement judiciaire :** ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

f) **Situation fiscale et sociale :** avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

g) **Marchés de défense et de sécurité :**

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;

- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

h) **Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;
- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

i) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

(Cocher les cases correspondantes.)

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 135 du Décret 2016-360 du 25 Mars 2016, en produisant en annexe du présent document :

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article 127 du Décret 2016-360 du 25 Mars 2016 qui est joint au présent document ;

OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

A , le A , le

Le sous-traitant

Le candidat ou le titulaire

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agréé ses conditions de paiement.

A , le

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice